

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE AANGELEGENHEDEN**SÉANCE DU MARDI 18 JUNI 1996**
VERGADERING VAN DINSDAG 18 JUNI 1996**SOMMAIRE :**

DEMANDES D'EXPLICATIONS (Discussion):

Demande d'explications de Mme Lizin au secrétaire d'État à la Coopération au Développement sur «le Fonds de survie et le programme conjoint (IFAD/PNUD/OMS/UNICEF) pour la sécurité alimentaire».

Orateurs : **Mme Lizin, M. Moreels**, secrétaire d'État à la Coopération au Développement, p. 244.

Demande d'explications de Mme Thijs au secrétaire d'État à la Coopération au Développement sur «le statut des volontaires ONU».

Orateurs : **Mme Thijs, M. Moreels**, secrétaire d'État à la Coopération au Développement, **M. Devolder**, p. 245.

INHOUDSOPGAVE :

VRAGEN OM UITLEG (Bespreking):

Vraag om uitleg van mevrouw Lizin aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over «het Overlevingsfonds en het gemeenschappelijke programma (IFAD/UNDP/WHO/UNICEF) voor duurzame voedselvoorziening».

Sprekers : **mevrouw Lizin, de heer Moreels**, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, blz. 244.

Vraag om uitleg van mevrouw Thijs aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over «het statuut van de VN-vrijwilligers».

Sprekers : **mevrouw Thijs, de heer Moreels**, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, **de heer Devolder**, blz. 245.

PRÉSIDENCE DE M. VAUTMANS, PRÉSIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER VAUTMANS, VOORZITTER

La séance est ouverte à 14 h 35 m.

De vergadering wordt geopend om 14 h 35 m.

DEMANDE D'EXPLICATIONS DE MME LIZIN AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT SUR «LE FONDS DE SURVIE ET LE PROGRAMME CONJOINT (IFAD/PNUD/OMS/UNICEF) POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE»

VRAAG OM UITLEG VAN MEVROUW LIZIN AAN DE STAATSSECRETARIS VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING OVER «HET OVERLEVINGSFONDS EN HET GEMEENSCHAPPELIJKE PROGRAMMA (IFAD/UNDP/WHO/UNICEF) VOOR DUURZAME VOEDSELVOORZIENING»

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la demande d'explications de Mme Lizin au secrétaire d'État à la Coopération au Développement sur «le fonds de survie et le programme conjoint (IFAD/PNUD/OMS/UNICEF) pour la sécurité alimentaire».

La parole est à Mme Lizin.

Mme Lizin (PS). — Monsieur le Président, la commission a décidé d'organiser, le 3 octobre, une rencontre avec les responsables de l'OMS, en particulier M. Nakajima, dans le cadre du cinquantième anniversaire de l'installation de cette organisation à l'intérieur de laquelle se posent une série de problèmes concernant également l'UNICEF quant au Fonds belge de survie. En effet, de grands espoirs ont été fondés sur une possibilité de travail en collaboration, mais la réalité s'est révélée tout à fait différente.

Dans les pays où le BSF intervient, les deux agences des Nations unies — l'OMS et l'UNICEF — sont présentes depuis plusieurs années. Elles ont évidemment une grande connaissance du terrain humain et sont en relation avec les gouvernements et les institutions locales dans tous les secteurs concernés par ce fonds. Chaque fois qu'on leur a demandé, elles ont mis leurs compétences, à l'échelon des concertations locales, à la disposition du programme conjoint pour la sécurité alimentaire.

Il est évident que l'approche en termes de rassemblement des agences, ce que l'on appelle l'approche «multi-agences», est une très bonne façon d'assurer le caractère durable de la sécurité alimentaire et, par conséquent, l'efficacité du programme conjoint.

Malgré les souhaits qu'elles ont exprimés systématiquement à tous les conseils de direction depuis cinq ans, il semblerait que l'OMS et l'UNICEF — j'aimerais savoir si le secrétaire d'État partage cette opinion — n'aient pu apporter leur contribution comme initialement prévu.

Je voudrais poser plusieurs questions précises à M. le secrétaire d'État.

Comment la planification des interventions de l'OMS et de l'UNICEF est-elle réalisée ?

Dans quels pays a-t-on demandé à ces agences de travailler sous contrat pour l'exécution de certaines composantes du projet ? Au total, combien de contrats ont-ils été signés ?

Dans quelle mesure les ONG opérantes travaillent-elles en concertation ou, mieux, en complémentarité avec ces agences, dans le cadre de ce que nous finançons au titre de fonds de survie et, en particulier, du programme conjoint pour la sécurité alimentaire ?

M. le Président. — La parole est à M. Moreels, secrétaire d'État.

M. Moreels, secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre. — Monsieur le Président, les projets du programme conjoint du Fonds de survie avec le FIDA et en concertation avec l'OMS, l'UNICEF et le PNUD sont systématiquement tous organisés autour d'une approche pluridisciplinaire : «Accroissement des productions agricoles et des revenus, amélioration des services de santé primaires et de l'accès à l'eau potable, renforcement des capacités des administrations locales et des groupements communautaires.»

Cette pluridisciplinarité est requise pour remédier aux causes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire qui sont, bien souvent, une combinaison d'un déficit de capital physique — productions agricoles ou revenus insuffisants pour assurer la sécurité alimentaire des ménages, inégalité d'accès, surtout dans le chef des femmes, aux petits crédits, etc. —, de capital humain — niveau de santé ou de formation constituant des handicaps au travail, faible accès aux services de santé de base, etc. — et/ou de capital social, surtout droits inégaux des femmes et marginalisation sociale des pauvres.

À la fin de l'année dernière, le programme conjoint avait engagé un total de seize projets, dont quatre initiés au cours de l'année 1995. Toutes les évaluations et, en particulier, celles menées ces trois dernières années, tant au niveau belge qu'au niveau des organisations internationales, confirment la bonne performance des projets pour l'amélioration des services de santé, pour l'accès à l'eau potable ainsi que pour le renforcement des communautés de base.

Effectivement, comme vous y avez fait allusion, madame Lizin, certaines organisations reprochent au FIDA sa tendance à s'approprier ce succès en ne mettant pas assez en évidence les collaborations avec l'UNICEF, l'OMS et les ONG qui ont largement contribué à l'établissement de stratégies efficaces. Le même problème se pose lors de collaborations d'ONG avec l'Union européenne, cette dernière contribuant fortement mais n'étant pas toujours suffisamment mise en exergue dans les réalisations qui lui reviennent en matière d'actions humanitaires.

À la défense du FIDA, il faut toutefois reconnaître que la collaboration avec l'OMS et l'UNICEF fut très variable d'un pays ou d'une région à l'autre, suivant la qualité des représentations dans ces pays ou ces régions. Cette qualité des représentations fut par ailleurs variable entre 1984 et 1995, dans un même pays ou une même région, suivant les personnes en poste.

Selon mes informations, je puis préciser que la collaboration est ou fut bonne avec l'UNICEF en Éthiopie, en Ouganda, en Tanzanie et au Rwanda. La collaboration avec l'UNICEF fut facilitée par l'affectation à Rome, auprès du siège du FIDA, d'un représentant de l'UNICEF. La collaboration avec l'OMS est excellente en Ouganda, et l'OMS a participé très activement à la formulation du projet qui sera mis en place, fin 1996, au Mali.

Je rappelle à ce propos que le président du FIDA s'est récemment rendu en Belgique et que notre pays s'efforce de favoriser la collaboration entre les organisations internationales afin d'assurer sur le terrain l'efficacité et la cohérence d'une approche pluridisciplinaire.

Le programme conjoint du Fonds de survie avec le FIDA implique une collaboration avec l'OMS, l'UNICEF et le PNUD. Au cours de la récente discussion à Rome et également il y a quelques semaines à Bruxelles, nous avons mis l'accent sur le fait que la contribution du Fonds de survie belge au FIDA doit se situer dans le cadre de cette collaboration, faute de quoi des problèmes surviendraient.

Comment se fait la planification des interventions? Le Comité de direction du programme conjoint décide, en accord avec la Belgique, des pays d'intervention pour lesquels un projet doit être mis en préparation: par exemple, pour 1996, Mali, Tchad et Burkina Faso. L'OMS et l'UNICEF participent à ces Comités de direction du programme conjoint. Le FIDA contacte l'OMS et l'UNICEF pour les inviter à participer aux missions de formulation, les missions sur le terrain étant les plus importantes.

Des ONG sont-elles associées à la mise en œuvre des projets? Oui, tant des ONG belges et européennes que locales. C'est notamment le cas de l'ONG locale «*Uganda women's effort to save orphans*» dans le projet «*Uweso development project*» en Ouganda et de plusieurs ONG européennes et nord-américaines comme Irish Concern, Save the Children UK, Save the Children USA et MSF Belgique dans le projet «*Beyond Relief Programme*» en Somalie, un projet de réhabilitation post-conflit.

Pour conclure, je signale que le rapport des deux dernières années du Fonds de survie et qui mentionne tous les projets en détail vous sera remis.

M. le Président. — La parole est à Mme Lizin.

Mme Lizin (PS). — Monsieur le Président, cette réponse intéressera beaucoup les fonctionnaires concernés qui, effectivement, ont parfois l'impression que l'on néglige un peu leur capacité de contribuer à ces programmes. Cela mettra du baume au cœur.

M. le Président. — L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

VRAAG OM UITLEG VAN MEVROUW THIJIS AAN DE STAATSSECRETARIS VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING OVER «HET STATUUT VAN DE VN-VRIJWILLIGERS»

DEMANDE D'EXPLICATIONS DE MME THIJIS AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT SUR «LE STATUT DES VOLONTAIRES ONU»

De Voorzitter. — Aan de orde is de vraag om uitleg van mevrouw Thijs aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingsamenwerking over «het statuut van de VN-vrijwilligers».

Het woord is aan mevrouw Thijs.

Mevrouw Thijs (CVP). — Mijnheer de Voorzitter, ontwikkelingssamenwerking kan worden bekeken vanuit vele invalshoeken. Een van de belangrijkste invalshoeken is zeker die van de inzet van coöperanten. In de beleidsnota van de staatssecretaris, die wij in oktober jongstleden besproken hebben, heeft hij het over de rol van de coöperanten. De staatssecretaris wil de rol van de coöperanten herwaarderen, hen als katalysatoren typeren en hen gebruiken als nuttige waarnemers in eventuele conflictsituaties. Het gaat hier slechts om een kleine paragraaf uit zijn beleidsnota maar die belangrijk genoeg is om er aandacht aan te schenken.

Wij kunnen niet ontkennen dat een groot deel van de ontwikkelingssamenwerking op het terrein gedragen wordt door de blijvende inzet van de talrijke coöperanten, zowel jong als oud. Met een grote dosis dynamisme en creativiteit zijn zij vaak jarenlang de stuwende kracht achter de ontwikkelingsprojecten die in de derde-wereldlanden worden opgezet. Het gaat dan meestal over de ABOS- of NGO-coöperanten. Wij mogen hierbij echter de Belgische ontwikkelingssamenwerkers in dienst van de VN niet vergeten. Het is wel erg belangrijk dat deze verschillende ontwikkelingshulpverleners een degelijk financieel en sociaal statuut genieten. Bovendien mogen er tussen de verschillende statuten geen noemenswaardige verschillen zijn.

In de praktijk is het echter heel anders. Het koninklijk besluit van 28 maart 1995 voor de NGO-coöperanten voorziet in een aantal sociale tegemoetkomingen die echter niet terug te vinden zijn in het koninklijk besluit van 22 februari 1984 dat de bijkomende voordelen van de VN-vrijwilligers bevat. Zo wordt in het VN-statuut de vergoeding niet aangepast aan het aantal dienstjaren en is de kinderbijslag bijvoorbeeld een vaste premie, die niet verhoogd wordt voor een gehandicapt kind. VN-vrijwilligers ontvangen geen schoolgeld, hoewel dat in veel derde-wereldlanden wordt gevraagd en evenmin een repatriëringsverzekering in geval van ziekte of ongeval. Wel krijgen de VN-vrijwilligers een vergoeding van 5 000 frank die ingevolge indexering is gestegen tot ongeveer 16 000 frank, wat relatief weinig is. Andere bijkomende voordelen voor VN-vrijwilligers zijn de betaling door de Staat van de bedragen met betrekking tot de overzeese sociale zekerheid, een vergoeding bij het einde van de dienstperiode, een tegemoetkoming bij ziekte en een bijdrage voor de reiskosten en kosten voor vervoer van de reisgoederen van de vrijwilliger en de leden van zijn gezin.

Ter illustratie lees ik voor uit een brief van een VN-coöperant: «Daar ik bijna zeven jaar als NGO-coöperant werkzaam was in de Derde Wereld en dus ook de positieve evolutie in het zogenaamde vrijwilligersstatuut heb meegemaakt, nam ik aan dat het UNV-statuut in dezelfde zin veranderd was. Blijkt nu dat het statuut van de vrijwilligers van de VN niet gewijzigd werd. Specifiek betekent dit voor mij een serieuze stap terug in vergelijking met het NGO-statuut, wat betreft anciënniteit en kindergeld. In het UNV-statuut wordt de vergoeding een vast bedrag zonder de dienstjaren in rekening te nemen. Het kindergeld is een vaste premie waar men geen rekening houdt met bijvoorbeeld een handicap van het kind. Schoolgeld wordt helemaal niet voorzien en er is geen repatriëringsverzekering in geval van ziekte of ongeval.

Voor alle duidelijkheid wil ik aan het voorgaande toevoegen dat ik mijn werk in een ontwikkelingsland steeds zeer graag en met volle inzet heb uitgevoerd en dat zal in de toekomst ook nog

zo zijn. Ik voelde mij trouwens erg aangesproken door wat u zei in een toespraak over de inzet van NGO-coöperanten die vaak in moeilijke omstandigheden en met een beperkt loon mooie dingen kunnen verwezenlijken. Daarom vind ik het onbegrijpelijk, nu ik voor UNV zal gaan werken, dat ik in dat statuut nog zulke lacunes kan terugvinden. Op die manier wordt veldwerk in een ontwikkelingsland op een treuenswaardige wijze ondergewaardeerd en kan men zelfs spreken van een riskante onderneming. Als Belgische onderdaan heb ik ook de uitdrukkelijke wens dat mijn dochter dezelfde mogelijkheden tot gezondheid en scholing zal hebben zoals ik die heb kunnen genieten toen ik haar leeftijd had.» Tot zover een citaat uit een brief van een VN-vrijwilliger. Naar ik heb vernomen, wordt er reeds jarenlang aangedrongen op een gelijkshakeling van alle statuten. Het was ook de bedoeling het koninklijk besluit van 22 februari 1984 gelijk te schakelen met de andere statuten van de NGO-coöperanten. Dit is blijkbaar nog niet gebeurd. Vorig jaar heeft men de kans hiertoe onbenut gelaten.

Hoewel ik niet heb kunnen achterhalen of het VN-contract een volwaardig arbeidscontract is en welke sociale voordelen de VN-vrijwilligers via hun basisstatuut ontvangen, blijkt uit de voorgelezen getuigenis dat er bij de overgang van een NGO-statuut naar een VN-statuut heel wat lacunes bestaan op het sociale vlak.

Graag had ik van de staatssecretaris vernomen of er reeds een inventaris werd opgemaakt van de verschillende statuten en van de problemen waartoe zij aanleiding geven. Werden er reeds stappen gedaan om de statuten gelijk te schakelen of is de staatssecretaris van plan dit in de toekomst te doen? Hij hecht immers veel belang aan het werk van de coöperanten.

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Moreels.

De heer Moreels, staatssecretaris voor Ontwikkelings-samenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister. — Mijnheer de Voorzitter, de vraag van mevrouw Thijs is zeer pertinent. Conceptueel gezien hecht ik veel belang aan het werk van de coöperanten, of zij nu voor het ABOS dan wel voor een NGO werken. Het statuut van de ABOS-coöperanten moet worden onderzocht in het kader van de herstructurering van deze administratie. Het is te vroeg om hierover nu reeds uitspraken te doen. Het statuut van de NGO-coöperanten zal worden aangepast in het kader van de NGO-hervorming.

De rol van de coöperant — ongeacht of hij nu optreedt in het kader van een NGO dan wel van een officiële organisatie, van een multilaterale of van een internationale organisatie — is grondig gewijzigd. De substitutieve rol, die door mevrouw Thijs werd aangehaald en die moet evolueren naar een catalyserende rol, geldt enkel nog in oorlogsomstandigheden of op plaatsen waar de verantwoordelijken voor de gezondheidssector, de landbouw of de industrie om bepaalde redenen zijn moeten vluchten en door niemand kunnen worden vervangen, tenzij door coöperanten.

In de landen waar daarentegen aan rehabilitatie en aan structurele ontwikkelingssamenwerking wordt gedaan, vervullen zij een eerder catalyserende rol. De coöperanten hoeven daar niet zo lang ter plaatse te blijven. Zij kunnen regelmatig naar huis komen. Er moet ook worden voorzien in technische opleidingen en in uitwisselingen. Dit vergt echter een radicale mentaliteitsverandering, en dat zal veel tijd in beslag nemen.

De concrete vraag van mevrouw Thijs betreft het statuut en de financiële en sociale voordelen die daaraan verbonden zijn. Het koninklijk besluit van 22 februari 1984 dat de voordelen regelt die worden toegekend aan de personen aangeworven in het kader van het UNV-programma, wordt momenteel door het ABOS onderzocht. De VN-vrijwilligers werken zeer soepel en goed hoewel zij niet zo veel verdienen als de ambtenaren van de VN. Deze regeling werd niet overgenomen in het koninklijk besluit van maart 1995. Ik heb beslist het koninklijk besluit te doen aanpassen naar aanleiding van getuigenissen en van vragen van landgenoten die bij UNV werken. Onze bijdrage aan het UNV-programma werd dit jaar overigens substantieel verhoogd, namelijk tot negentig miljoen. Het is één van de hoogste bijdragen van een donorland aan het UNV-programma.

De bedoeling van deze herziening is een aantal wijzigingen aan te brengen onder meer aan de maandelijks vergoeding van de vrijwilligers, aan de gezinstoelage rekening houdende met de gezinssituatie, aan het schoolgeld, het kindergeld, de vereiste ervaring, de sociale zekerheid en de verzekering. Het statuut van de NGO-coöperant kan niet systematisch worden verleend aan iemand die overstapt naar de VN want er zijn ook voordelen die door de VN worden gegeven. De voordelen van beide statuten kunnen elkaar overlappen zodat uiteindelijk het statuut van de VN-vrijwilligers beter kan uitvallen dan welk ander ook. Ik heb gevraagd dat men de conclusies van mijn opdracht ten laatste in september bekendmaakt. Zodoende kan het koninklijk besluit van 1984 worden aangepast indien dit een verbetering van het statuut mogelijk maakt.

Wat betreft het huidige statuut van de VN-vrijwilliger kan ik het volgende melden. De VN geven installatiekosten die soms tot tweemaal een maandvergoeding kunnen bedragen. Deze maandvergoeding varieert van 635 Amerikaanse dollar tot 1 600 Amerikaanse dollar naargelang van het land waarin ze worden tewerkgesteld en de samenstelling van het gezin. De coëfficiënten worden aangepast aan de koopkracht van de bevolking en aan de inflatie. Vervolgens krijgen ze ook hun logementskosten en verzekeringskosten vergoed. De UNV's die in de grote humanitaire noodhulpoperaties in crisisgebieden opereren, krijgen een maandvergoeding van 2 000 Amerikaanse dollar. Dit is een soort gevarenpremie. Daar komen nog eens de reis- en verzekeringskosten bovenop. De bedragen moeten met elkaar vergeleken worden en geüniformiseerd worden zodat een minder gunstige sociale-zekerheidssituatie van de betrokkenen kan aangepast worden.

Ik herhaal dat ik een aanpassing van het koninklijk besluit van 1984 niet uitsluit, indien in september wordt aangetoond dat dit noodzakelijk is.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Devolder.

De heer Devolder (VLD). — Mijnheer de Voorzitter, mevrouw Thijs vraagt dat de Staat dezelfde bijdragen zou betalen voor de VN-vrijwilligers als voor de NGO-coöperanten die onder de DOSZ vallen. Er zijn reeds heel wat conflicten gerezen over die rechten. De coöperanten genieten een gunstige behandeling, bijvoorbeeld wat de terugbetaling van geneesmiddelen betreft. De problemen bestaan reeds enkele jaren, dus nog van vóór de staatssecretaris bevoegd was voor ontwikkelingssamenwerking. Het is zijn eerste opdracht daarover te onderhandelen met zijn collega's van Sociale Zaken en Volksgezondheid. De coöperanten die onder het sociaal-zekerheidsstelsel van de DOSZ vallen, hebben inderdaad een gunstig statuut. Zij lopen echter ook risico's, die men in onze contreien niet loopt. Het zou ook nuttig zijn dat de staatssecretaris betrokken wordt bij het uitwerken van de besluiten die voor deze sector in uitvoering van de kaderwet zullen worden genomen.

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Thijs.

Mevrouw Thijs (CVP). — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de staatssecretaris voor zijn antwoord. Ik dring erop aan dat zeker in september een vergelijking wordt gemaakt en dat, indien er significante verschillen zijn, het koninklijk besluit van 1984 gewijzigd wordt. Wij kunnen veel studies laten maken, maar indien nodig, moeten wij ook maatregelen nemen. Daar de staatssecretaris positief reageert, kunnen wij de vrijwilligers nu al het goede nieuws melden dat men met hun zaak bezig is en dat men zal zorgen voor een oplossing. Dat is belangrijk. Wanneer men zo ver van huis is, heeft men graag enige zekerheid over zijn bestaanssituatie. Want anders zouden zij ertoe geneigd kunnen zijn terug te keren naar België om hier betere werkomstandigheden te zoeken.

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Moreels.

De heer Moreels, staatssecretaris voor Ontwikkelings-samenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister. — Ons land geeft een substantiële bijdrage aan de Verenigde Naties. Wij geloven immers in deze organisatie. De VN is ook zeer tevreden over

de technische kennis, de motivatie en de werklust van de Belgen. Zij trekken dan ook graag Belgen aan. Meer en meer landgenoten werken voor de UNV. Daarom is het des te meer noodzakelijk er iets voor te doen.

De Voorzitter. — Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Dames en heren, de agenda van de openbare vergadering van de commissie voor de Buitenlandse Aangelegenheden is afgewerkt.

L'ordre du jour de la réunion publique de la commission des Affaires étrangères est ainsi épuisé.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten om 15 uur.)

(La séance est levée à 15 heures.)